

Dupriez, un dernier combat puis s'en va

Boucler la boucle

«**N**on, non, ce n'est pas une interview testament », sourit Patrick Dupriez. Pour son dernier jour à la coprésidence d'Écolo (voir par ailleurs), il avait par contre envie de faire passer un message sur un su-

jet qui lui tient à cœur. Pas de testament donc, mais une dernière volonté de président.

Laquelle ? Celle de voir passer avant la fin de cette législature les bases d'une vraie politique de la transition alimentaire. Ce qui passe nécessairement par une réforme de l'Afscs, dit-il. Notamment pour un accompagnement

des petits producteurs plutôt qu'une trop rigoureuse politique de contrôles/sanctions.

« *Le tout début de mon engagement politique c'était déjà sur cette thématique-là* », dit-il. Rappelant qu'il a été le premier à réaliser un marché public alimentation durable en Wallonie. C'était il y a plus de 20 ans alors qu'il était encore directeur d'un centre de clas-

ses vertes. Cette proposition de plan pour le développement d'une alimentation durable est donc aussi une façon de boucler la boucle pour Patrick Dupriez qui a décidé de se retirer (provisoirement ?) de la politique. Cette boucle, c'est à la députée fédérale Sarah Schlitz (qui remplace Muriel Gerken) qu'il reviendra de la boucler en portant ce débat au Parlement. ■

Dupriez s'en va après un dernier message : le combat pour une alimentation durable doit se jouer maintenant. C'est Sarah Schlitz qui le portera au fédéral.

● **Alain WOIWERTZ**

L'alimentation durable n'est plus aujourd'hui uniquement l'affaire de quelques convaincus, dont Écolo qui fut parmi les pionniers. La semaine dernière encore, le Parlement wallon débattait de l'opportunité d'intégrer des produits bio, locaux, issus du commerce équitable, etc. dans les cantines scolaires, souligne Patrick Dupriez. Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, se réjouit-il. « *Là où le bio était marginalisé et décrédibilisé il y a encore dix ans, aujourd'hui tout le monde en parle comme de quelque chose de positif* ».

On progresse donc mais c'est encore insuffisant, note Dupriez. « *Car on est encore très loin d'une vraie transition du modèle alimentaire, toujours dominé par l'agro-industrie, basé sur la recherche du profit le plus grand et du coût le plus*

bas. Et qui génère plein d'externalités négatives sur la santé, sur l'environnement et la disparition des paysans et la multiplication des crises alimentaires. »

Appuyer sur l'accélérateur pour passer du modèle agro-industriel à un modèle agro-écologique est donc nécessaire. Le quasi-consensus actuel sur l'intérêt d'une alimentation durable et les réflexions en cours sur une réforme de l'Afscs à la suite de la

« On est encore très loin d'une vraie transition du modèle alimentaire, toujours dominé par l'agro-industrie. »

crise Veviba offrent un momentum unique pour le faire, assure l'ex-copresident des verts. Et pour y arriver, il avance un plan qui, dans les grandes lignes, est construit sur deux axes.

Le premier, c'est la constitution de « *conseils alimentaires* » : des instances qui, au niveau de la Belgique, de la Région et de territoires plus locaux rassembleraient des acteurs qui, dans un modèle de gouvernance participative, définiraient les principes en termes de production, de transformation, de commercialisation des

aliments. Quels acteurs ? Les producteurs, les intervenants de la santé (« *L'Afscs doit revenir sous la tutelle du ministre de la Santé* »), le monde de la formation, les artisans, la grande distribution et l'administration. L'Afscs en tête.

Mais une Afscs réformée, avance Patrick Dupriez comme second axe de son plan.

« *Aujourd'hui, l'Agence est essentiellement orientée sur une logique de contrôle via des check-lists et des normes orientées sur le secteur industriel, là où on voudrait qu'elle s'inscrive dans une finalité qui est celle de la transformation du système alimentaire.* »

Bien sûr les contrôles sont nécessaires, note Dupriez. Mais sont-ils forcément bien orientés en fonction du risque réel quand des inspecteurs s'inquiètent des conditions de conservation d'une tarte au riz plutôt que de se pencher sur les tonnes de soja industriel qui débarquent au port d'Anvers ? L'Écolo imagine donc une Afscs en deux branches pour des contrôles différenciés selon qu'on vise l'industrie ou les petits producteurs. Et, surtout, un rôle d'accompagnement, de conseils pour permettre aux producteurs d'une alimentation durable de se développer sans crainte de voir leur modèle à taille humaine et locale se faire broyer par le poids

d'une machinerie administrative conçue pour le modèle de l'agro-industrie. Le 5 décembre, ce projet sera porté en commission santé du Parlement fédéral par la députée Sarah Schlitz. ■